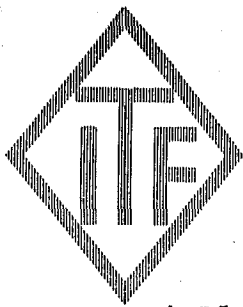


F A S C I S M E

N° 5
8 Sept. 1934

Paraît bimensuellement en français, allemand, anglais, suédois espagnol. Les abonnements de 2 fl. par an peuvent être souscrits auprès des secrétariats des organisations affiliées à l'I.T.F. ou directement au secrétariat international : 61, Vondelstraat Amsterdam W.



Ersatz, Ersatz.. (I.T.F.) Au cours de la guerre, la population allemande ne pouvait recevoir de vivres que contre échange de cartes. Les femmes et les enfants de la classe ouvrière souffraient la faim avec les maigres rations que les riches eux, complétaient en contrebande. Une situation semblable se dessine à nouveau dans le Troisième Reich. Les denrées alimentaires ont tellement renchéri qu'elles sont hors de prix pour des millions d'Allemands, 20 millions auxquels la dictature s'est vue obligée de donner la possibilité d'acheter des vivres à prix réduits en échange de cartes. En 1933 déjà, des cartes de margarine ont été mises en circulation permettant l'achat de ce produit à un prix inférieur. Mais comme les devises nécessaires à l'importation de matières premières entrant dans la fabrication de la margarine, manquent, on a recours à l'Ersatz, à la marmelade. Le prix de la "marmelade populaire" a été réduit de 8 pfennigs par livre; elle est vendue en échange de coupons spéciaux de la carte de margarine.

L'annonce des "cartes de marmelade" a eu l'effet d'une bombe. Les masses affamées craignent qu'au cours de l'hiver qui vient elles ne touchent même pas la maigre ration de graisse bon marché à laquelle elles ont eu droit jusqu'à présent.

Famine dans la région côtière du Nord de l'Allemagne. (I.T.F.) "Les chances d'une amélioration rapide du commerce extérieur sont si minimes qu'on ne saurait envisager une résorption du chômage hambourgeois même après un changement dans la situation du commerce extérieur" (Wirtschaftsdienst, Hambourg, 21 août). "Des milliers de marins de la Wasserkante (région de la Mer du Nord) sont sans embarquement après avoir consacré tout l'argent difficilement économisé à une instruction nautique de plus en plus coûteuse, et ceci presque sans espoir de pouvoir de nouveau naviguer. Aux jeunes, sans emploi sont venus s'ajouter un grand nombre de marins plus âgés qui, après avoir navigué pendant des dizaines d'années, ont été mis de côté, parce que les jeunes, avec leur volonté de faire leur chemin dans la vie, ont accepté des embarquements à des soldes très basses, pour de l'argent de poche même. Il va sans dire que les soutiens de famille ne pouvaient accepter une telle solde." (Der deutsche Seemann, Hambourg, 15 mai.) * et Côte baltique)

Plus de migrations ouvrières vers les ports. (I.T.F.) A partir du 1er septembre, la suspension de toute immigration ouvrière (qui n'était jusqu'à présent appliquée qu'à Berlin) a été prononcée pour les ports de Hambourg, Brême Lubeck et autres villes. Cette suspension

des migrations correspond à une interdiction absolue de travailler pour tous les ouvriers et employés n'ayant pas de permis de séjour. Ainsi, les chômeurs qui dans leur désespoir, tentent pourtant de trouver du travail dans les ports n'obtiennent pas même un centime de secours de famine dont bénéficient leurs camarades inscrits au registre du chômage. C'est à leur lieu d'origine que les chômeurs doivent souffrir la faim. Une exception n'a été faite que pour les marins et les officiers qui, eux, ont le droit de chercher--vainement on le sait bien-- du travail. Alors?

Les salaires baissent. La misère croît. (I.T.F.) Il n'existe pas de statistiques exactes sur le revenu des ouvriers et employés allemands. On publie tout au plus régulièrement une estimation du "revenu des ouvriers, employés et fonctionnaires". Ces sommes comprennent également le traitement des ministres ainsi que les formidables revenus des directeurs généraux; les secours aux chômeurs n'y figurent pas. Cette publication, qui paraît régulièrement, si elle ne donne pas une image exacte du niveau véritable du revenu des travailleurs allemands, permet pourtant de tirer quelques déductions. Le "Revenu provenant du travail" atteignait, selon les calculs de l'Institut allemand pour l'étude de la conjoncture les chiffres suivants au cours du premier semestre de chaque année.

<u>1932</u>	<u>1933</u>	<u>1934</u>
12 853	12 892	14 400
A ces chiffres s'ajoutent encore les secours de chômage		
<u>1 620</u>	<u>1 225</u>	<u>475</u>
14 473	14 117	14 875 millions de RM.

Le pouvoir d'achat du mark "intérieur" a baissé de 5% du premier semestre 1933 au premier semestre 1934, à la suite de la hausse des prix. Au cours du premier semestre 1934, le revenu du travail (exprimé en pouvoir d'achat du mark de 1933) n'était plus que de 14.131 millions. Ainsi les données nationales-socialistes elles-mêmes indiquent que l'augmentation du revenu du travail n'a été que de 14 millions de marks seulement. La plus grande partie de cette augmentation de 0,10% du revenu du travail revient aux fonctionnaires. Depuis le 1er juillet 1933, le Ministère de la propagande a engagé quelques centaines de fonctionnaires hautement payés. La police secrète de l'Etat (Gestapo) a été renforcée, ainsi que le Ministère de l'Air. 1.000 nationaux-socialistes grassement payés ont été engagés par le Bureau d'Etudes pour la construction des auto-strades et par la direction du service du travail. (Arbeitsdienst) La classe ouvrière elle-même n'a que peu profité de cette augmentation. Bien au contraire, le secours-chômage a été supprimé à d'innombrables chômeurs; ceux qui ont été récemment engagés pour effectuer des travaux de chômage reçoivent des salaires de très peu supérieurs au secours-chômage.

Au cours du premier semestre 1934, la vente des produits alimentaires a encore reculé. La classe ouvrière allemande n'est plus en état d'acheter même le strict nécessaire.

(Les données sur le montant des secours chômage, secours de crise, secours accordés aux chômeurs par l'assistance publique au cours des premiers semestres 1932 et 1933 sont extraites du communiqué hebdomadaire de l'Institut allemand pour l'étude de la conjoncture du 11 avril 1934. Les données sur le premier semestre 1934 sont extraites de l'importante revue économique "Der Deutsche Volkswirt" du 24 août)

Déplacement du chômagede l'ancienne à la nouvelle génération. (I.T.F.) La dictature nationale-socialiste a réussi un nouveau coup contre les travailleurs. Tous les jeunes ouvriers et employés âgés de moins de 25 ans sont menacés de renvoi. Cette mesure entre tout à fait dans la ligne d'une dictature qui poursuit l'esclavage total des travailleurs. En février 1934, on a déjà mis fin à la liberté de mouvement des chômeurs en leur rendant impossible la migration vers les communes trop lourdement frappées par la crise (Notstandgemeinden).

En mai 1934 la plupart des professions non agricoles ont été fermées aux ouvriers agricoles. Maintenant c'est les jeunes qui sont menacés de perdre leur emploi. Le 28 août une ordonnance a décidé que chaque entreprise ne pourrait engager qu'un pourcentage déterminé de jeunes travailleurs et employés au-dessous de 25 ans, fixé par l'Office de placement. Les jeunes travailleurs et les jeunes

employés au-dessous de 25 ans ne peuvent être engagés qu'avec l'autorisation de l'Office de placement et dans ce pourcentage déterminé.

Une enquête spéciale doit encore déterminer les catégories d'âge du personnel; les jeunes "superflus" perdent leur emploi et sont remplacés par des chefs de famille devant travailler au salaire des jeunes gens. Le Commissaire au travail de Hambourg avait déjà mené une action semblable en avril. Les jeunes perdent donc leur emploi et les travailleurs et employés plus âgés doivent travailler pour un salaire réduit d'environ 50%. 10 millions environ de jeunes gens au-dessous de 25 ans vivent en Allemagne. Tous ne sont pas touchés par cet immense déplacement des cartes de chômage de l'ancienne à la nouvelle génération. La progéniture des industriels, des hommes d'affaires et commerçants ayant une situation indépendante, est exclue de cette mesure. Les exploitations agricoles et forestières, la navigation maritime et aérienne, l'entretien du ménage, ne tombent pas sous le coup de cette ordonnance. Il en est de même pour les jeunes gens mariés ou ceux qui subviennent à l'entretien de la famille, les apprentis au cours de l'année qui suit l'apprentissage, les anciens soldats de la Reichswehr, les volontaires du service du travail, de l'aide agricole et certains membres favorisés du N.S.D.A.P. Il reste toutefois quelques millions de jeunes dont l'emploi est menacé. Il s'agit en grande partie d'ouvriers n'ayant appris aucun métier. Qu'advient-il donc d'eux? La loi prévoit qu'ils doivent travailler dans les camps de travail ou à l'aide agricole pour un peu d'argent de poche. Mais les caisses du Reich sont à sec; le service du travail peut tout au plus engager 80.000 hommes par an, l'aide agricole guère davantage. Ainsi l'action commencée à si grand renfort de propagande, avec tant de tantan, s'effondre misérablement. Des centaines de milliers de jeunes gens sont là, sans ressource, sans espoir.

"Salauds" (I.T.F.) Le 24 août le Dr. Loy a relevé de leurs fonctions les chefs du N.S.B.O. Brucker, Oskar Krüger et Haustein qui s'étaient "rebellés" contre la castration du N.S.B.O. Trois jours plus tard, au cours de l'inauguration solennelle d'une chambre de bains installée à l'usage de son personnel par une fabrique de dalles et carrelage à Boitzenbourg s/Elbe, Loy a commenté cette mesure disciplinaire en termes élevés: "Des "salauds", il y en a et il y en aura toujours; mais il faut les démasquer, les extirper, les chasser de la société".

Les trois "salauds" limogés appartenaient à la vieille garde des chefs du Front du travail. Haustein était le rédacteur responsable du calendrier du Front du travail. Krüger jouit depuis des années d'une solide réputation de journaliste de bas étage. Dans les organes des syndicats jaunes et autres publications subventionnées par le patronat, il a sali pendant des années le mouvement syndical, qu'il s'agisse de syndicats socialistes ou de syndicats chrétiens-sociaux. Des prestations l'ont recommandé aux fonctions de chef de la propagande du N.S.B.O. et de rédacteur du supplément ouvrier de la Correspondance du Parti national-socialiste. En mai 1934, les Editions Centrales du N.S.B.O. ont publié une brochure intitulée "La libération de l'Ouvrier allemand" pleine de calomnies d'insinuations et d'accusations savamment dosées contre les anciens fonctionnaires des organisations syndicales socialistes et chrétiennes-sociales. Adolph Hitler, en sa qualité de détenteur de la majorité des actions des Editions Centrales du N.S.D.A.P. a également touché ses tantièmes de cette malodorante publication. Cette infamie du "salaud" brun a été, comme l'avant-propos le fait expressément remarquer, rédigée "par ordre des instances supérieures de l'Organisation Politique" (du N.S.D.A.P.) Le chef suprême de cette Organisation Politique était, et est encore, le Dr. Loy qui, avec le courage qu'on lui connaît, vient de déclarer subitement que ce pamphlet est "l'affaire privée de l'auteur" et "de défendre sévèrement" de "répandre ou de recommander" cette brochure.

En 1929 le troisième de ces "salauds", Ludwig Brucker a passé au national-socialisme en sa qualité de secrétaire de l'Union des employés et fonctionnaires des caisses allemandes d'assurance-maladie" ou, pendant de longues années, il a lutté contre le marxisme au sein des assurances sociales allemandes". Il est devenu chef de tous les offices de politique sociale du parti. Au printemps 1933, ce personnage est devenu chef de toute l'organisation des caisses allemandes de maladie et président intérimaire de l'Union générale

des ouvriers allemands (Gesamtverband der deutschen Arbeiter) dissous depuis. Au cours du Congrès du N.S.D.A.P., en 1933, il déclara dans un discours : "Il est inadmissible que les nationaux-socialistes capables soient réduits au chômage alors que des marxistes et des communistes touchent un salaire et du pain". Et pas moins de deux semaines avant le Congrès de 1934, voilà notre Brucker chassé avec perte et fracas de toutes ses sinécures.

"Le nettoyage doit continuer. Les enquêtes ne sont pas encore terminées" a déclaré Ley, "et je suis décidé d'agir sans aucun égard contre tous ceux qui tenteront, dans le parti et en dehors du parti, de saboter les tâches que m'a confiées le "Führer". Il y a donc encore des "salauds" dans l'Etat-Major du Front allemand du travail.

"Il y a une Société protectrice des animaux" (I.T.F.) La Commission gouvernementale de la Sarre instaurée par la Société des Nations a confisqué des lettres de caractère confidentiel lors des perquisitions qu'elle a fait effectuer au siège du "Front allemand". Ces documents jettent une lumière crue sur la situation des jeunes travailleurs allemands enrôlés dans le Service du Travail nazi. Le Président de la police du territoire de la Sarre garantit l'exactitude des copies de toutes ces lettres.

Le 30 mai 1934, un père écrit au Service du Travail national-socialiste : "Mon fils est tombé subitement malade sur le chemin du travail. Conformément aux règlements, il s'est annoncé malade auprès du chef de la colonne. Bien que mon fils ne pût déjà plus marcher seul, ce chef lui a ordonné de poursuivre sa route jusqu'au lieu du travail. Soutenu par deux camarades on l'a laissé marcher en queue de la colonne. Mais il n'allait pas mieux. Le chef de la colonne lui a alors commandé de marcher en tête, si bien que mon fils a toujours été poussé en avant par les coups de pieds de ses camarades. Arrivé au lieu de travail (Wildes Moor) mon fils ne pouvait pas travailler. On l'a laissé là pendant trois jours avec 40 degrés de fièvre. Mais comme son état empirait, on commença à avoir peur; et c'est soutenu par deux camarades que mon fils dut faire à pieds le chemin du lieu de travail à la maison. Il a été admis à l'hôpital où l'on diagnostiqua une grave méningite. Au lieu de les avertir, on a négligé de mettre les parents au courant. C'est par l'annonce de la mort de monsieur X, qui souffrait de la même maladie que j'ai obtenu des nouvelles de mon fils par des personnes étrangères... Père, je ne puis accepter une telle manière de faire; il y a une société protectrice des animaux, où demeure donc la protection des hommes?.. Le fils de cet ouvrier a été enterré le 22 juillet 1934.

Camp de concentration pour les "écoeurés". (I.T.F.) Dans les camps du service du travail national-socialiste, innombrables sont les jeunes travailleurs qui ont vécu eux-mêmes la réalité de "cette communauté populaire de la pelle et de la pioche" tant vantée par Hitler. Ils sont guéris à tout jamais du national-socialisme. Les Nazis poursuivent ces "écoeurés" avec acharnement. Les lettres que la Commission du gouvernement de la Sarre a confisquées au siège de la Centrale Nationale-Socialiste décrivent la terreur déclanchée contre les jeunes travailleurs dégoûtés du régime. Ces lettres sont éloquentes"... Il est absolument nécessaire de faire savoir aux hommes du camp qu'il est interdit de faire parvenir chez eux des descriptions ou des commentaires d'événements se passant au camp. Dans ce cas, il faudrait instaurer une censure postale au camp..."

A son retour dans la Sarre, une des recrues d'un camp avait révélé la situation réelle. Le Parti national-socialiste de la Sarre a été chargé de le réduire au silence par tous les moyens. Le parti écrit en Allemagne "...Le volontaire X a été entendu aujourd'hui... nous lui avons appris à se mieux conduire. De même, le père de X, en sa qualité de cheminot a été rendu attentif aux conséquences que pourrait entraîner l'attitude de son fils. Depuis, il n'y a plus de danger que quelque chose transpire jusqu'à l'opinion publique".

Lorsque les menaces ne servent à rien, les "brigades mobiles" des Nazis entrent en action et enlèvent les antifascistes dans les camps de concentration de l'autre côté de la frontière : "A la 24ème circonscription du travail (Rhin moyen). Concerne votre lettre du 6.9.33. J'ai pris connaissance du rapport de l'ex-volontaire de Fraulautern auquel je donnerai la suite nécessaire. Peut-être retrouverons-nous à l'occasion de notre type de l'autre côté de la frontière afin que nous puissions l'expédier à Dachau".

Les Nazis n'en restent pas aux menaces. Le service du travail Berlin-Brandenburg communique : "Le volontaire X, du groupe Schwedt s/Oder, originaire du territoire de la Sarre, a été remis entre les mains de la police et conduit au camp de concentration... Le soupçon prenant davantage corps que X est en relations avec d'anciens communistes "mal famés" (sic.) nous avons dû recourir au moyen du camp de concentration afin d'éviter que X ne se rende dans la Sarre et n'y agisse, de quelque manière que ce soit, contre les intérêts du service du travail..."

Les jeunes travailleurs sarrois tentent d'échapper le plus rapidement possible à l'esclavage des camps de travail. Le 6 juillet 1934, une lettre de réclamation a été expédiée à Sarrebruck : "Au service du travail de la Sarre.... Selon une lettre de la direction centrale (Reichsleitung) on devrait tenter, en exerçant une influence morale, de retenir les Allemands sarrois dans le service du travail jusqu'au plébiscite. Le groupe 186 l'a tenté. Lorsqu'il est apparu que toute influence demeurait sans effet, le licenciement des 22 Sarrois a été demandé par la voie de service. Nous avons rendu attentifs les Sarrois, mais on ne pouvait déjà plus les retenir".

Pour les jeunes travailleurs allemands à l'intérieur du Reich il n'y a aucune possibilité d'échapper. Seule la chute de la dictature fasciste pourra les libérer de l'esclavage du travail forcé.

Restauration des syndicats libres à Dantzig. (I.T.F.) Après l'anéantissement des syndicats libres allemands, les nationaux-socialistes de Dantzig avaient confisqué (volé) la fortune des syndicats libres de Dantzig, affiliés aux fédérations de syndicats libres du Reich. Ils avaient espéré qu'en occupant la maison des syndicats de Dantzig et en volant les quelques florins des travailleurs dantzi-cois, ils liquideraient en même temps radicalement le mouvement socialiste. Pourtant les travailleurs organisés dans les syndicats libres se groupèrent à nouveau en une "Union Générale des Travailleurs" (Allgemeiner Arbeiterverband). Le 2 novembre 1933, le président de police national-socialiste, prononça l'interdiction de l'Union Générale en prétendant qu'elle était une organisation de lutte de classes et que son existence seule menaçait l'organisation corporative". L'organe des syndicats libres, "La lutte syndicale" fut interdit. Le Tribunal administratif (Verwaltungsgericht) de Dantzig devant lequel les syndicats libres déposèrent un recours, donna raison au président de police. Le président de l'Union générale des travailleurs a été mis "aux arrêts de protection" par la police (Schutzhaft).

A Dantzig la liberté de coalition existe toujours, octroyée par la Constitution garantie par la Société des Nations. Le gouvernement national-socialiste tente de tourner la Constitution dans la mesure du possible. Mais maintenant qu'après la piteuse débâcle de l'organisation corporative, la plainte déposée par les syndicats libres a été examinée par le Tribunal administratif suprême, il a bien fallu se décider à conclure que le président de police avait abusé de ses pouvoirs. Le 20 août, le "Allgemeiner Arbeiterverband" a pu reprendre légalement son activité.

Où reste l'argent des austrofascistes? (I.T.F.) L'organisation syndicale fasciste unifiée d'Autriche vient de publier le rapport financier du premier trimestre de son activité. Des 139.869 membres, 101.694 seulement paient des cotisations. Les recettes totales ont atteint 373.200 schillings et les dépenses plus du double! Des 747.500 sch. de dépenses, 4.350 seulement ont été affectés à des secours (0,5%) et 2.150 (0,25%) pour l'assistance judiciaire. Ainsi 99,25% des recettes ont été absorbées par les salaires, la presse et la propagande. En 1932 les syndicats libres autrichiens ont consacré en secours accordés à leurs membres 8.250.000 sch. soit 41% de leurs recettes. 73.512 chômeurs se sont affiliés au syndicat fasciste afin de ne pas perdre leur droit au secours-chômage. Leur caisse étant vide, les fascistes ont payé ces secours avec l'argent volé aux syndicats libres.

Les jaunes (I.T.F.) Dans de nombreuses entreprises, l'organisation fasciste unifiée mise sur pied par la dictature autrichienne fait retenir les cotisations de ses membres sur les salaires et les traitements. La Cie Internationale des Wagons-Lits s'est déclarée prête à déduire directement du traitement de son personnel les salaires de l'organisation jaune.

45 centimes de l'heure. (I.T.F.) L'Italie fasciste peut enregistrer un record. Dans l'industrie textile, une partie des ouvrières reçoivent 3,50 lires par journées de 8 heures, soit 4,50 f.fr. env. par jour ou 50/55 centimes de l'heure. La "Libera Stampa" (Lugano) publie le contrat collectif conclu pour l'industrie textile le 25 avril entre la Fédération patronale italienne et le "syndicat" jaune. Ce contrat fixe une réduction des salaires mais stipule en même temps que les femmes dont le salaire est de 3,50 lires par jour seulement ne sauraient être astreintes à une nouvelle baisse de salaires. Ce document témoigne donc du niveau incroyablement bas des salaires en Italie fasciste après 12 ans de dictature.

Combien y-a-t-il de chômeurs en Italie ? (I.T.F.) La propagande italienne proclame à qui veut l'entendre que la politique économique fasciste garantit l'existence des travailleurs italiens et met fin au chômage. Et cela bien que le nombre maximum des chômeurs ait passé de l'hiver 1922, lors de la prise du pouvoir par Mussolini à l'hiver 1934, de 606.000 à 1.158.000. Dans la revue "Social Research" (août 1934) paraissant à New-York, le prof. Gaetano Salvemini prouve que ces chiffres sont trop bas.

En 1919, les syndicats libres italiens ont imposé l'assurance-chômage obligatoire, entrée en vigueur le 1er janvier 1920. Pourtant, le nombre des chômeurs entre 1920 et 1922 ne peut être déterminé avec exactitude. Les communiqués mensuels de l'Office national de l'assurance sociale sont basés sur des estimations locales, la plupart du temps trop larges. En effet, les autorités locales espéraient, en forçant les chiffres du chômage, entraîner le gouvernement à entreprendre dans la localité des travaux de chômage. Ainsi jusqu'en 1922, il y a eu en Italie effectivement moins de chômeurs que les autorités n'en indiquaient. Avec l'arrivée de Mussolini au pouvoir, la situation a changé. Cette fois, les estimations à destination de Rome étaient insuffisantes. Mais il fallait obéir au mot d'ordre de la dictature "Tout va chaque jour de mieux en mieux". Il fallait que sur le papier au moins tout aille mieux. Et les effectifs du chômage de baisser... sur le papier toujours, bien entendu.

En même temps diminuait le nombre des chômeurs inscrits comme tels. A partir du 30 décembre 1923, des catégories entières d'ouvriers et d'employés furent exclues de l'assurance-chômage: tous les ouvriers agricoles (à l'exception de ceux desservant des machines) tous les travailleurs à domicile, les gens de maison, les employés (pour autant qu'ils avaient une occupation durable) les ouvriers et les employés des entreprises publiques, les artistes, les travailleurs occasionnels, les ouvriers saisonniers travaillant moins de 6 mois par an. Les millions auxquels on retira le secours-chômage renoncèrent à se faire inscrire sur les registres de chômage. Mais beaucoup de chômeurs ayant pourtant droit au secours-chômage ne s'annoncèrent pas non plus. Le secours est si ridiculement bas et il faut subir tant de chicanes, et de si coûteuses, pour le toucher que "de nombreux chômeurs préfèrent renoncer au secours pour lequel ils avaient versé des cotisations pendant tant d'années." (Lavoro Fascista 30 X. 1931). L'aggravation de la crise économique rendit vains ces truquages de la statistique. Malgré les nouvelles mesures prises pour exclure diverses catégories de travailleurs de la statistique (par exemple anciens ouvriers agricoles résidant dans les villes, ouvrières agricoles, chômeurs émigrant vers les villes etc.) il n'était plus possible de cacher l'augmentation du chômage. Le gouvernement recourut alors à des falsifications dont le prof. Salvemini dévoile un certain nombre.

En juillet 1932, la statistique du chômage a été finalement "réorganisée", selon quelles directives, le gouvernement s'est bien gardé de le dire! Il n'est plus possible de contrôler les données des statistiques italiennes. L'Italie n'a que les chômeurs que Mussolini veut bien laisser chômer.

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISME.

Le chef de "la Communauté professionnelle des employés des professions maritimes" est chassé! Un chef des S.A. lui succède. Les contrats collectifs ne sont pas respectés. (I.T.F.) A la demande des armateurs, Freyer, le chef de l'organisation obligatoire des officiers de la marine marchande allemande a été relevé de ses fonctions avec perte et fracas.

A l'époque de la République capitaliste, Freyer, alors qu'il était encore chef d'une organisation professionnelle des officiers de la marine marchande, organisation qui se séparait nettement des syndicats ouvriers, avait pu se rendre compte de quelle manière les armateurs exploitaient les gens de mer. Il avait cru honnêtement que les nationaux-socialistes amélioreraient la situation sociale des équipages et de leurs officiers. Après la destruction des syndicats libres, Freyer, en sa qualité de "vieux national-socialiste" fut chargé de la direction de la nouvelle organisation, de caractère obligatoire, des officiers de la marine marchande allemande.

Son réveil fut cruel. Il fut bien obligé de constater qu'après l'anéantissement des syndicats libres, les gens de mer allemands étaient livrés sans défense à l'arbitraire des armateurs. Sur le papier, les contrats collectifs demeuraient bien les mêmes, mais en réalité ils n'étaient plus respectés. "Nous avons cru et nous avons espéré" dit un article que Freyer laissa passer dans la publication "Seefahrt" que le changement d'attitude politique de nos armateurs entraînerait automatiquement avec soi une nouvelle manière de penser. Pourtant.. des navires en partance sont encore montés par les équipages de navires fraîchement arrivés parce qu'on manque de personnel. Les hommes manquent encore par trop souvent de permission à terre permettant de visiter les familles. Nous recevons encore des plaintes sur les rôles d'équipage insuffisamment remplis tant sur le pont qu'à la machine. Les congés garantis par les contrats collectifs ne sont pas accordés ou, s'ils le sont, d'une manière insuffisante et à contre-cœur. Nous avons été assez magnanimes (!) pour ne pas révéler devant l'opinion publique toutes les injustices dont nos membres ont souffert" pourtant" nous devons maintenant poser la question cicéronienne: jusqu'à quand ?

Freyer a bombardé de lettres les armateurs et le curateur au travail spécialement affecté à la marine marchande. Le commissaire ne répondit pas, les armateurs mirent ses lettres au panier. Freyer mit au pilori dans son organe "Seefahrt" les armateurs qui avaient violé les contrats collectifs; les armateurs firent suspendre cette mesure par les tribunaux nationaux-socialistes. La patience de Freyer était à bout. Dans "Seefahrt" il publia la lettre qu'il avait adressée aux armateurs le 28 mars 1934". Dans notre lettre précédente, nous avons expressément insisté sur le fait qu'il ne s'agissait pas de plaintes isolées.. Aujourd'hui encore les dispositions du contrat collectif ne sont pas respectées partout... L'Union des armateurs allemands n'a pas même pris notre dernière lettre en considération.. Nous vous rappelons notre lettre du 11 décembre de l'année écoulée.. Notre lettre est demeurée sans réponse et les perpétuelles violations du contrat collectif n'ont pas été réprimées.. Nous rappelons nos lettres des 18 septembre 1933 et 24 novembre 1933 relatives au paiement des heures supplémentaires lors de la manipulation de frêts russes, lettres demeurées sans réponse". "Nous devons constater" écrit l'organe "Seefahrt": "que la situation des employés des professions maritimes est en grande partie intenable et qu'ils sont exaspérés".

Pour les armateurs, ce tapage devant l'opinion publique fit déborder la coupe. Lors de la parution de cet article, Freyer venait d'être appelé, 15 jours auparavant, à siéger au Conseil supérieur élargi de la marine marchande. Le malheureux Freyer a été aussitôt limogé du Conseil ainsi que, sur l'ordre des armateurs, de l'Etat-Major du Front du travail et envoyé en congé forcé. A sa place, on a mis à la tête de la Communauté professionnelle des employés des professions maritimes, un docile chef des S.A. (section d'assaut maritime de Hambourg). Le rêve de Freyer est fini. Sous la dictature fasciste, le patronat est le maître, les travailleurs sont dépouillés de tous leurs droits, les officiers et les équipages sont livrés sans défense à l'arbitraire des armateurs. Réalité fasciste!